

DEPARTEMENT
MARNE

CANTON
EPERNAY 1

Commune de CHAMPILLON

Arrêté du Maire
N°2023-17

**ARRETE DE PERMISSION DE VOIRIE
ENEDIS
15 RUE BEL AIR
DU 11 AU 16 MARS 2023**

Le Maire de la Commune de CHAMPILLON,

- Vu la demande en date du 28 février 2023 d'ENEDIS-DRCAR-INGENIERIE MARNE (2 RUE SAINT CHARLES 51095 REIMS CEDEX) concernant des travaux de branchement aux réseaux électriques de l'habitation au 15 rue Bel Air à Champillon.
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L113-2 et 3, L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

ARRETE

Article 1er : Du samedi 11 mars au jeudi 16 mars 2023, la société ENEDIS-DRCAR-INGENIERIE MARNE est autorisée à occuper le domaine public devant le 15 rue Bel Air à Champillon, lors de travaux de branchement aux réseaux électriques d'une habitation.

Article 2 : Le permissionnaire a la responsabilité de la signalisation autour des travaux, et sera responsable de tous les dommages et accidents pouvant en résulter.

Article 3 : Au terme de la présente permission, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux etc., et sera responsable de tous les dommages éventuellement causés à la voie publique et à ses dépendances.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devra alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'AY CHAMPAGNE, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Fait à CHAMPILLON, le 6 mars 2023



Beguin

Le Maire,
Jean-Marc BEGUIN